

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De Minister van de Audiovisuele sector wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 5 september 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur en de Audiovisuele sector,
Mevr. F. LAANAN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 3886

[C — 2008/29553]

12 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au patrimoine des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française

Vu le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, l'article 34bis, alinéas 5 à 7, inséré par le décret du 30 juin 2006 et complété par le décret du 9 mai 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 2 juin 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 4 juillet 2008;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 24 juillet 2008;

Vu l'avis n° 45.003/2/V du Conseil d'Etat, donné le 21 août 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Du patrimoine et de la Commission du patrimoine

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au patrimoine des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

Art. 2. Le patrimoine a pour objet la gestion des formations continuées, des programmes de recherche et développement et de services à la collectivité et des autres activités éventuelles financées au départ de recettes (ou produits) et générant des dépenses (ou charges) ainsi que des valeurs actives et passives qui ne rentrent pas dans la comptabilité du service à gestion séparée.

Ses moyens doivent être exclusivement utilisés pour les actes nécessaires à l'accomplissement des missions définies à l'article 3, alinéa 1^{er} du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités.

Lors de sa constitution, un inventaire valorisé des biens lui transférés est établi.

Art. 3. Le mandat des membres de la Commission du patrimoine est de cinq ans, équivalant à la durée du mandat des membres du Conseil d'administration de la Haute Ecole. Toutefois, la durée du premier terme est réduite à la durée du mandat en cours du Conseil d'administration.

Le mandat des membres désignés par le Conseil des Etudiants est d'un an à partir du 15 septembre de chaque année, à l'exception de ceux qui font l'objet de la 1^{re} désignation.

La perte de la qualité de membre du Collège de direction, du Conseil d'administration, du Conseil des étudiants ou du personnel de la Haute Ecole entraîne la perte de la qualité de membre de la Commission du patrimoine pour les personnes concernées.

Le membre désigné en remplacement d'un membre démissionnaire achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 4. Le Directeur-Président de la Haute Ecole préside la Commission du patrimoine.

Art. 5. La Commission du patrimoine désigne son secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres, auquel cas, il assiste aux réunions avec voix consultative.

Art. 6. § 1^{er}. La Commission du patrimoine se réunit chaque fois qu'elle l'estime nécessaire ou à la demande d'au moins six de ses membres et au moins quatre fois par an.

§ 2. L'objet de la délibération doit être indiqué dans la convocation.

§ 3. Pour se réunir valablement, la Commission du patrimoine doit compter au moins six de ses membres ayant voix délibérative.

§ 4. Toute décision doit faire l'objet d'un vote, chaque membre disposant d'une voix.

Un vote n'est valable que si la décision est prise à la majorité absolue des membres présents ayant voix délibérative.

§ 5. A l'issue de trois votes, si aucune majorité ne se dégage, la proposition est portée au Conseil d'administration pour décision.

§ 6. A tout moment, le Commissaire du Gouvernement est habilité à déposer un recours au Gouvernement à l'encontre d'une décision de la Commission du Patrimoine.

Art. 7. La Commission du patrimoine fixe son règlement d'ordre intérieur lors de sa première réunion.

Celui-ci doit comprendre notamment ses modalités de réunion.

Il doit en outre être soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 8. Les décisions prises par la Commission du patrimoine sont consignées dans un registre spécial, créé à cet effet et conservé au siège social de la Haute Ecole. Ce registre peut être consulté par le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions, ou son délégué, sur simple demande. Elles sont également transmises au Conseil d'administration.

CHAPITRE II. — *Du budget et des comptes*

Art. 9. § 1^{er}. La Commission du patrimoine ou, à défaut, le Conseil d'administration agissant en tant que gestionnaire du patrimoine peut décider d'un apport de recettes ou de biens meubles qui composent le patrimoine vers la comptabilité du service à gestion séparée de la Haute Ecole.

Cette opération doit se dérouler dans le respect des affectations des recettes visées à l'article 11, § 1^{er}, a), du présent arrêté et de l'article 16, alinéa 2.

§ 2. Dans des cas exceptionnels, sous réserve de l'approbation du Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions, le Conseil d'administration peut également décider d'un apport de recettes ou de biens meubles du patrimoine vers le service à gestion séparée.

§ 3. Sans préjudice de l'article 11, § 1^{er}, a), 2^e alinéa, le Conseil d'administration peut décider d'un apport de recettes du service à gestion séparée vers le patrimoine, en vue d'effectuer des travaux d'entretien relatifs aux bâtiments qu'occupe la Haute Ecole.

Art. 10. Pour le 30 novembre précédant l'ouverture de l'année budgétaire, la Commission du patrimoine ou, à défaut, le Conseil d'administration agissant en tant que gestionnaire du patrimoine établit le projet de budget du patrimoine et le transmet, après approbation du Conseil d'administration de la Haute Ecole, au Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Le budget annuel de patrimoine est présenté selon le schéma repris en annexe 1^{re} (colonnes 1 à 3). Il distingue les opérations qui seront opérées via le compte de résultat de celles qui le seront via le bilan.

Les recettes portent sur les sommes dues au patrimoine du fait de droits nés au cours de l'année budgétaire qu'elles soient ou non encaissées en cours d'exercice.

Les dépenses portent sur les sommes dues par le patrimoine du chef d'obligations qui naissent à sa charge au cours de l'année budgétaire.

Art. 11. § 1^{er}. Le compte d'exécution du budget de patrimoine est présenté selon le schéma repris en annexe 1^{re} (colonnes 4 à 6) en distinguant :

a) rubrique 1 : les recettes propres de programmes de formation; les recettes de recherche et développement; les recettes de services à la collectivité; les recettes d'opérations immobilières; les autres recettes éventuelles dont notamment les dons, libéralités et legs, à l'exclusion de l'allocation globale, des subventions sociales, de l'aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement, des subventions pour la promotion de la réussite, de toutes autres subventions en faveur de l'enseignement ou l'administration y afférente allouées par la Communauté française, du fonds de réserve prévu à l'article 14 de l'arrêté royal du 29 décembre 1984 relatif à la gestion financière et matérielle des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat.

Les recettes incluent également les apports de recettes en provenance d'autres comptes sur base d'une décision du Conseil d'administration tels que prévus à l'article 9, § 3, dans le respect des exclusions visées à l'alinéa 1^{er}. Pour la première opération en provenance d'autres comptes, la décision du Conseil d'administration est soumise à l'approbation du Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions;

b) rubrique 2 : les dépenses financées sur les recettes de la rubrique 1 visées au a) liées à des programmes de formation, à des programmes de recherche et développement, à des services à la collectivité, les dépenses d'opérations immobilières ainsi que les dépenses liées à d'autres activités financées par d'autres recettes éventuelles de la rubrique 1 dont notamment les dons, libéralités et legs ou encore les dépenses communes, c'est-à-dire non répartissables entre programmes de formation, de recherche et développement et de services à la collectivité.

Les dépenses incluent également les apports de recettes vers d'autres comptes, tels ceux prévus à l'article 9, §§ 1^{er} et 2.

c) rubriques 3; 4; 5 : le résultat d'exploitation de l'exercice (1 - 2); le résultat reporté de l'exercice précédent; le résultat à reporter (3 + 4).

§ 2. Le compte de résultat est présenté selon le schéma repris en annexe 2.

Il est établi en référence à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 relatif aux comptes annuels des entreprises.

§ 3. Le compte de résultat est accompagné d'un bilan selon le schéma repris en annexe 3.

Art. 12. L'ensemble des recettes (et produits) est affecté à l'ensemble des dépenses (et charges) à l'exception de celles qui sont relatives aux programmes de formation, de recherche et de développement, de services à la collectivité, aux opérations immobilières ainsi qu'aux dons, libéralités et legs pour lesquels le donateur ou l'auteur de la libéralité ou du legs a imposé une affectation déterminée.

Art. 13. Les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles (constructions; installations, machines et outillage; mobilier et matériel) à durée d'utilisation limitée, font l'objet d'amortissements linéaires en fonction de leur durée d'utilisation probable ou de leur durée d'utilité probable selon les taux normaux suivants :

— Biens immeubles par incorporation :	5 %
— Installations, machines, outillage :	20 %
— Mobilier et matériel :	10 %
— Matériel roulant :	20 %
— Matériel informatique :	33 %
— Logiciels :	33 %
— Constructions :	2 %
— Aménagements :	5 %.

L'amortissement débute durant l'exercice au cours duquel les frais relatifs aux immobilisations sont comptabilisés.

Sont obligatoirement amortis :

— les biens immeubles par incorporation, les constructions et les aménagements visés à l'alinéa 2, d'une valeur supérieure à 25.000 euros;

— les installations, machines, outillage, le mobilier et matériel, le matériel roulant, le matériel informatique et les logiciels visés à l'alinéa 2, d'une valeur supérieure à 1.000 euros.

Sont imputées directement en charges durant l'exercice au cours duquel ces frais sont comptabilisés les immobilisations dont le bailleur de fonds impose l'imputation du montant total de la charge au cours de l'année d'attribution du subside.

CHAPITRE III. — *De la comptabilité et de la reddition des comptes*

Art. 14. Un état de l'exécution du budget est dressé à la fin de chaque semestre. Il est transmis au Conseil d'administration et est annexé au compte du service à gestion séparée de la Haute Ecole.

Art. 15. A la fin de chaque année, le compte d'exécution du budget, le compte de résultat ainsi que le bilan sont dressés selon les schémas repris en annexes 1 (colonne 4 à 6), 2 et 3 du présent arrêté. Les documents y afférents sont envoyés au Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions et au Ministre qui a le budget dans ses attributions au plus tard le 31 mars de l'année suivante, à l'exception de la page 2 de l'annexe 2 qui est conservée par la Haute Ecole à disposition des organes de contrôle. Ce dernier les transmet à la Cour des Comptes avant le 30 avril de la même année. Les pièces justificatives sont gardées sur place. La Cour des comptes peut effectuer un contrôle sur place et se faire communiquer les documents justificatifs des écritures.

CHAPITRE IV. — *De la gestion du patrimoine*

Art. 16. Dans le cas où le budget ou le compte d'exécution du budget et le compte de résultat ne sont pas présentés en équilibre, un rapport est joint au budget ou aux comptes concernés qui explicite les mesures prises pour combler le déficit en les chiffrant ainsi que leur échéancier.

Dans tous les cas, l'actif net patrimonial doit être positif.

Art. 17. Le solde disponible à la fin d'une année peut être utilisé dès le début de l'année suivante. Il peut notamment être utilisé pour pallier les insuffisances éventuelles des recettes nouvelles de l'année.

Art. 18. Le Président de la Commission du patrimoine est l'ordonnateur des dépenses. Il fixe également les montants et les modalités de la perception des recettes par le comptable du patrimoine.

Art. 19. § 1^{er}. Le comptable du patrimoine est désigné par la Commission du patrimoine ou, à défaut, par le Conseil d'administration agissant en tant que gestionnaire du patrimoine. Il ne peut être choisi parmi les membres de ladite Commission ou du Conseil d'administration.

Il est chargé du maniement et de la garde des fonds et des valeurs ainsi que de la confection des documents visés aux articles 14 et 15.

§ 2. Le comptable du patrimoine assiste aux réunions de la Commission du patrimoine avec voix consultative.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 20. Tant que les formes du budget et des comptes du service à gestion séparée sont établies en référence aux normes de comptabilisation qui ont cours actuellement c'est-à-dire sans référence au mode de comptabilisation de la comptabilité en partie double, les formes du budget et du compte d'exécution du budget constituant l'annexe 1^{re} du présent arrêté peuvent être présentées selon ces mêmes normes et sans compléter les colonnes 2, 3, 5 et 6. En outre, le compte de résultat de l'annexe 2 et le bilan de l'annexe 3 peuvent ne pas être complétés. Ce régime transitoire pourra perdurer tant que le mode de comptabilisation en partie double ne sera pas d'application pour le budget et les comptes du service à gestion séparée.

Art. 21. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Art. 22. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 septembre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

2.3.	Dépenses liées à des programmes de services à la collectivité	(2.3.1. à 2.3.4.)	....	....	....	....	....	....	....
2.3.1	Dépenses de personnel		..	..	..	..	..	..	..
2.3.2.	Dépenses de fonctionnement		..	..	..	..	..	..	..
2.3.3.	Dépenses d'équipement	(2.3.3.1 et 2.3.3.2)	..	..	..	..	..	..	..
2.3.3.1.	Dépenses non amorties		..	..	..	..	..	..	..
2.3.3.2.	Dépenses amorties		..	..	..	..	..	..	..
2.3.4.	Autres dépenses		..	..	..	..	..	..	..
2.4.	Dépenses d'opérations immobilières	(2.4.1 et 2.4.2)	....	....	....	....	....	....	....
2.4.1.	Dépenses non amorties		..	..	..	..	..	..	..
2.4.2.	Dépenses amorties		..	..	..	..	..	..	..
2.5.	Dépenses liées à d'autres activités (autres que 2.1. à 2.4.) ou communes	(2.5.1. à 2.5.4.)	....	....	....	....	....	....	....
2.5.1.	Dépenses de personnel		..	..	..	..	..	..	..
2.5.2.	Dépenses de fonctionnement		..	..	..	..	..	..	..
2.5.3.	Dépenses d'équipement	(2.5.3.1 et 2.5.3.2)	..	..	..	..	..	..	..
2.5.3.1.	Dépenses non amorties		..	..	..	..	..	..	..
2.5.3.2.	Dépenses amorties		..	..	..	..	..	..	..
2.5.4.	Autres dépenses		..	..	..	..	..	..	..
2.6.	Provisions (dotations - utilisations - reprises)		....	....	....	....	....	....	....
2.7.	Dépenses résultant d'apports de recettes vers d'autres comptes		....	....	....	....	....	....	....
3.	Résultat de l'exercice	(1.-2.)	....	....	....	....	....	....	....
4.	Résultat reporté de l'exercice précédent	(du bilan N-1)	....	....	....	....	....	....	....
5.	Résultat à reporter	(3. + 4.)	....	....	....	....	....	....	....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif au patrimoine des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.
Bruxelles, le 12 septembre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

ANNEXE 2 - page 1

HAUTE ECOLE :	
EXERCICE : COMPTE DE RESULTAT DU PATRIMOINE	
	(euros)
I. Produits
A) Produits
B) Produits en provenance d'autres comptes
II. Charges
A) Rémunérations et charges sociales
B) Fonctionnement
C) Equipement
D) Amortissements et réductions de valeur
E) Provisions pour risques et charges
F) Autres charges
G) Charges résultant d'apports de produits vers d'autres comptes
III. Résultat d'exploitation (I-II)
IV. Produits financiers
V. Charges financières
VI. Résultat courant (III + IV - V)
VII. Produits exceptionnels
VIII. Charges exceptionnelles
IX. Résultat de l'exercice (VI + VII - VIII)
X. Résultat reporté de l'exercice précédent
XI. Résultat à reporter (IX + X)

ANNEXE 2 - page 2 (*)

(1) Détail de charges II.	.....
D) Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles (dotations +) Réductions de valeur (dotations + sur immobilisations incorporelles et corporelles; dotations + et reprises - sur créances)	.....
E) Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	.....
(2) Détail des charges financières V.	.....
A) Charges des dettes	.....
B) Réductions de valeur sur actifs circulants autres que créances visées au II. D) (dotations +, reprises -)	.....
C) Autres charges financières	.....
(3) Détail des produits exceptionnels VII.	.....
A) Reprises d'amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	.....
B) Reprises de réduction de valeurs sur immobilisations incorporelles, corporelles et financières	.....
C) Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels	.....
D) Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	.....
E) Autres produits exceptionnels	.....
(4) Détail des charges exceptionnelles VIII.	.....
A) Amortissements exceptionnels sur immobilisations incorporelles et corporelles	.....
B) Réductions de valeurs exceptionnelles sur immobilisations incorporelles et corporelles	.....
C) Réductions de valeurs sur immobilisations financières	.....
D) Provisions pour risques et charges exceptionnels (dotations +, utilisations -)	.....
E) Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	.....
F) Autres charges exceptionnelles	.....

(*) page 2 : à tenir à disposition au sein de la Haute Ecole à l'attention des organes chargés du contrôle.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif au patrimoine des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

ANNEXE 3

Haute Ecole :

EXERCICE : BILAN DU PATRIMOINE		(euros)
ACTIF		
ACTIFS IMMOBILISES		
I.	Frais d'établissement	.....
II.	Immobilisations incorporelles	.....
III.	Immobilisations corporelles	.....
	A. Terrains	.....
	Constructions	.....
	B. Installations, machines et outillage	.....
	C. Mobilier et matériel roulant	.....
	D. Location - financement et droits similaires	.....
	E. Autres immobilisations corporelles	.....
IV.	Immobilisations financières	.....
ACTIFS CIRCULANTS		
V.	Créances à plus d'un an	.....
VI.	Stocks	.....
VII.	Créances à un an au plus	.....
VIII.	Placements de trésorerie	.....
IX.	Valeurs disponibles	.....
X.	Comptes de régularisation	.....
TOTAL DE L'ACTIF		.....

PASSIF		
CAPITAUX PROPRES		
I.	Capital	.....
III.	Plus-values de réévaluation	.....
IV.	Réserves	.....
V.	Résultat reporté	.....
VI.	Subsides en capital	.....
PROVISIONS		
VII.	Provisions pour risques et charges	.....
DETTES		
VIII.	Dettes à plus d'un an	.....
IX.	Dettes à un an au plus	.....
X.	Comptes de régularisation	.....
TOTAL DU PASSIF		.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif au patrimoine des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, Bruxelles, le 12 septembre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 3886

[C — 2008/29553]

**12 SEPTEMBER 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende het patrimonium van de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap**

Gelet op het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, inzonderheid op artikel 34bis, 5e tot 7e lid, ingevoegd bij het decreet van 30 juni 2006 en aangevuld bij het decreet van 9 mei 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 juni 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 4 juli 2008;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau van 24 juli 2008;

Gelet op het advies nr. 45.003/2/V van de Raad van State, gegeven op 21 augustus 2008, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vice-Présidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Patrimonium en Commissie voor het patrimonium

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op het patrimonium van de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Het patrimonium betreft het beheer van de voortgezette opleidingen, van de onderzoeks- en ontwikkelingsprogramma's en van diensten voor de gemeenschap en van andere eventuele activiteiten gefinancierd door ontvangsten (of opbrengsten) die uitgaven (of lasten) voortbrengen alsmede van activa en passiva die niet deel uitmaken van de boekhouding van de dienst met afzonderlijk beheer.

De middelen ervoor moeten uitsluitend gebruikt worden voor de handelingen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdrachten bepaald in artikel 3, 1e lid van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten.

Bij de samenstelling ervan wordt een gevaloriseerde inventaris van de overgebrachte goederen opgemaakt.

Art. 3. Het mandaat van de leden van de Commissie voor het patrimonium bedraagt vijf jaar, wat overeenstemt met de duur van het mandaat van de leden van de Raad van bestuur van de Hogeschool. De duur van de eerste termijn wordt evenwel verminderd tot de duur van het lopende mandaat van de Raad van bestuur.

Het mandaat van de leden aangesteld door de Studentenraad bedraagt één jaar vanaf 15 september van elk jaar, met uitzondering van de leden betrokken door de eerste aanstelling.

Het verlies van de hoedanigheid van lid van het Directiecollege, van de Raad van Bestuur, van de Studentenraad of van het personeel van de Hogeschool brengt het verlies met zich mee van lid van de Commissie voor het patrimonium voor de betrokken personen.

Het lid aangesteld ter vervanging van een ontslagnemend lid beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 4. De Directeur-voorzitter van de Hogeschool zit de Commissie voor het patrimonium voor.

Art. 5. De commissie voor het patrimonium stelt haar secretaris aan die gekozen kan worden buiten haar leden, in welk geval zij de vergaderingen bijwoont met raadgevende stem.

Art. 6. § 1. De commissie voor het patrimonium komt bijeen telkens als zij het nodig acht of op aanvraag van minstens zes van haar leden en minstens vier keer per jaar.

§ 2. Het onderwerp van de beraadslaging moet in de oproepingsbrief worden vermeld.

§ 3. Om geldig bijeen te kunnen komen, moet de commissie voor het patrimonium minstens zes van haar stemgerechtigde leden tellen.

§ 4. Over elke beslissing dient te worden gestemd; elk lid beschikt over één stem.

Een stemming is slechts geldig als de beslissing bij volstreekte meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden genomen wordt.

§ 5. Op het einde van de drie stemmingen, als er geen meerderheid komt, wordt het voorstel voor beslissing aan de Raad van bestuur onderworpen.

§ 6. Op elk ogenblik wordt de Regeringscommissaris ertoe gemachtigd een beroep in te dienen bij de Regering tegen een beslissing van de commissie voor het patrimonium.

Art. 7. De Commissie voor het patrimonium bepaalt het huishoudelijk reglement bij de eerste vergadering. Het moet inzonderheid de nadere regels voor de vergaderingen opnemen.

Het reglement moet daarenboven door de Regering worden goedgekeurd.

Art. 8. De beslissingen van de Commissie voor het patrimonium worden in een bijzonder register opgenomen, dat daartoe opgesteld is en bewaard wordt op de sociale zetel van de Hogeschool. Dat register kan geraadpleegd worden door de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs, of door zijn afgevaardigde, op gewone aanvraag. De beslissingen worden eveneens aan de Raad van bestuur meegedeeld.

HOOFDSTUK II. — *Begroting en rekeningen*

Art. 9. § 1. De Commissie voor het patrimonium of, bij gebrek, de Raad van bestuur die als patrimoniumbeheerder handelt, kan beslissen over een overdracht van ontvangsten of roerende goederen die het patrimonium samenstellen naar de boekhouding van de dienst met afzonderlijk beheer van de Hogeschool.

Deze verrichting moet gebeuren met inachtneming van de ontvangstenbestemmingen bedoeld in artikel 11, § 1. a), van dit besluit en van artikel 16, 2e lid.

§ 2. In uitzonderlijke gevallen, onder voorbehoud van de goedkeuring van de Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs, kan de Raad van Bestuur eveneens beslissen over een overdracht van ontvangsten of van roerende goederen naar de dienst met afzonderlijk beheer.

§ 3. Onverminderd artikel 11, § 1, a), 2e lid, kan de Raad van Bestuur beslissen over een overdracht van ontvangsten van de dienst met afzonderlijk beheer naar het patrimonium met het oog op het voeren van onderhoudswerkzaamheden aan de gebouwen van de Hogeschool.

Art. 10. Voor 30 november die aan de opening van het begrotingsjaar voorafgaat, stelt de Commissie voor het patrimonium of, bij gebrek, de raad van Bestuur die handelt als patrimoniumbeheerder, het ontwerp vast van de patrimoniumbegroting en zendt dit, na goedkeuring door de Raad van bestuur van de Hogeschool, over aan de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs.

De jaarlijkse patrimoniumbegroting wordt voorgesteld volgens het schema opgenomen in bijlage 1 (kolommen 1 tot 3). De begroting onderscheidt de verrichtingen die gevoerd worden via de resultatenrekening en de verrichtingen die via de balans zullen worden gevoerd.

De ontvangsten betreffen bedragen die verschuldigd zijn aan het patrimonium door rechten die ontstaan zijn gedurende het begrotingsjaar, al dan niet geïnd tijdens het begrotingsjaar.

De uitgaven betreffen bedragen die verschuldigd zijn door het patrimonium vanuit verbintenissen die ontstaan gedurende het begrotingsjaar.

Art. 11. § 1. De rekening van uitvoering van de begroting van het patrimonium wordt voorgesteld volgens het schema opgenomen in bijlage 1 (kolommen 4 tot 6) met onderscheiding van :

a) rubriek 1 : de ontvangsten uit de opleidingsprogramma's; de ontvangsten uit onderzoek en ontwikkeling; de ontvangsten uit diensten aan de collectiviteit; de ontvangsten uit vastgoedverrichtingen; de andere eventuele ontvangsten waaronder giften, schenkingen en legaten, met uitzondering van de globale toelage, van de maatschappelijke subsidies, van de hulpverlening voor de democratisering van de toegang tot het onderwijs, van de subsidies voor de promotie van het slagen, van alle andere subsidies ten gunste van het onderwijs of van het bestuur in verband daarmee, toegekend door de Franse Gemeenschap, van het reservefonds bedoeld in artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 december 1984 betreffende het financieel en materieel beheer van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs.

De ontvangsten omvatten ook het inbrengen van ontvangsten vanuit andere rekeningen op basis van een beslissing van de Raad van bestuur zoals bedoeld in artikel 9, § 3 met inachtneming van de uitsluitingen bedoeld in artikel 1. Voor de eerste verrichting vanuit andere rekeningen wordt de beslissing van de Raad van Bestuur onderworpen aan de goedkeuring van de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs;

b) rubriek 2 : de uitgaven gefinancierd door de ontvangsten van rubriek 1 bedoeld in a) gebonden aan opleidingsprogramma's, aan onderzoeks- en ontwikkelingsprogramma's, aan diensten voor de collectiviteit, de uitgaven van vastgoedverrichtingen alsmede de uitgaven gebonden aan andere activiteiten gefinancierd door andere eventuele ontvangsten van rubriek 1 waaronder de giften, schenkingen en legaten of nog de gemeenschappelijke uitgaven, hetzij niet-verdeelbaar onder opleidings-, onderzoeks- en ontwikkelingsprogramma's, en programma's voor diensten voor de collectiviteit.

De uitgaven omvatten ook de overdrachten van ontvangsten naar andere rekeningen, zoals die bedoeld in artikel 9, §§ 1 en 2.

c) de rubrieken 3, 4, 5 : het bedrijfsresultaat van het begrotingsjaar (1 - 2); het resultaat overgedragen van het vorige begrotingsjaar; het over te dragen resultaat (3 + 4).

§ 2. De resultatenrekening wordt voorgesteld volgens het schema opgenomen in bijlage 2.

De rekening wordt opgesteld met referentie naar de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen en naar het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het wetboek van vennootschappen.

§ 3. De rekening van het resultaat gaat samen met een balans volgens het schema opgenomen in bijlage 3.

Art. 12. Het geheel van de ontvangsten (en opbrengsten) wordt toegewezen aan het geheel van de uitgaven (en lasten) met uitzondering van die betreffende de opleidings-, onderzoeks- en ontwikkelingsprogramma's, de programma's voor diensten aan de collectiviteit, de vastgoedverrichtingen alsmede de giften, schenkingen en legaten waarvoor de schenker of de auteur van de gift of van het legaat een bepaalde bestemming heeft opgelegd.

Art. 13. Op de materiële en immateriële vaste activa (bouw, installaties, machines en werktuigen; meubilair en materiaal) met beperkte gebruiksduur, worden lineaire afschrijvingen toegepast in functie van hun mogelijke gebruiksduur of hun mogelijke nuttigheidsduur volgens de hierna opgenomen percentages :

— Onroerende goederen door incorporatie :	5 %
— Installaties, machines, uitrusting :	20 %
— Meubilair en materieel :	10 %
— Rijdend materieel :	20 %
— Computermaterieel :	33 %
— Software :	33 %
— Gebouwen :	2 %
— Inrichting :	5 %.

De afschrijving begint tijdens het begrotingsjaar waarin de kosten betreffende de vaste activa in de boeken opgenomen worden.

Afschrijvingen moeten worden toegepast op de volgende goederen :

— de onroerende goederen door incorporatie, de gebouwen en de inrichtingen bedoeld in het 2e lid, ter waarde van meer dan 25.000 euro;

— de installaties, de machines, het gereedschap, het meubilair en materieel, het rollend materieel, het computermaterieel en de software bedoeld in het tweede lid ter waarde van meer dan 1.000 euro.

De vaste activa waarvan de kapitaalverschaffer de aanrekening van het totale bedrag van de last oplegt gedurende het jaar van toekenning van de subsidie, worden rechtstreeks aangerekend in de vorm van lasten gedurende het begrotingsjaar waarin deze kosten geboekt worden.

HOOFDSTUK III. — Boekhouding en overlegging van de rekeningen

Art. 14. Een staat van uitvoering van de begroting wordt opgemaakt op het einde van elk semester. Deze wordt overgemaakt aan de Raad van bestuur en wordt gevoegd bij de rekening van de dienst met afzonderlijk beheer van de Hogeschool.

Art. 15. Op het einde van elk jaar worden de rekening voor de begrotingsuitvoering, de rekening voor het resultaat alsmede de balans opgemaakt volgens het schema opgenomen in bijlage 1 (kolom 4 tot 6), 2 en 3 van dit besluit. De documenten in verband daarmee, worden ten laatste op 31 maart van het volgende jaar gestuurd naar de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs en naar de Minister bevoegd voor de begroting, behalve pagina 2 van bijlage 2 die behouden wordt door de Hogeschool ter beschikking van de controleorganen. Deze laatste maakt die over aan het Rekenhof vóór 30 april van hetzelfde jaar. De verantwoordingsstukken worden ter plaatse bewaard. Het Rekenhof kan een controle ter plaatse uitvoeren en zich de verantwoordingsstukken laten toekomen.

HOOFDSTUK IV. — *Het beheer van het patrimonium*

Art. 16. In het geval de begroting of de rekening van uitvoering van de begroting en de rekening voor het resultaat niet in evenwicht worden voorgesteld, wordt een verslag gevoegd bij de begroting of bij de betrokken rekeningen dat de getroffen maatregelen verklaart om het tekort te dekken door cijfers mee te delen alsook de kalender.

In elk geval moeten de netto vermogensactiva positief zijn.

Art. 17. Het beschikbare saldo op het einde van een jaar kan gebruikt worden vanaf het begin van het volgende jaar. Het kan inzonderheid gebruikt worden om de eventuele tekortkomingen van de nieuwe ontvangsten van het jaar aan te vullen.

Art. 18. De Voorzitter van de Commissie voor het patrimonium is de ordonnateur van de uitgaven. Hij stelt eveneens de bedragen en de nadere regels vast voor de inning van de ontvangsten door de boekhouder van het patrimonium.

Art. 19. § 1. De boekhouder van het patrimonium wordt aangesteld door de Commissie voor het patrimonium of, bij gebrek, door de Raad van Bestuur die handelt als beheerder van het patrimonium. Hij kan gekozen worden onder de leden van de bedoelde Commissie of van de Raad van Bestuur.

Hij wordt belast met de behandeling en de bewaring van de gelden alsmede met het opstellen van de documenten bedoeld in de artikelen 14 en 15.

§ 2. De boekhouder van het patrimonium woont de vergaderingen bij van de Commissie voor het patrimonium met raadgevende stem.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 20. Zolang de vormen van de begroting en van de rekeningen van de dienst met afzonderlijk beheer opgesteld worden met referentie naar de huidige van toepassing zijnde boekingsnormen, hetzij zonder te refereren naar de boekingswijze van de dubbele boekhouding, kunnen de vormen van de begroting en van de rekening van de begrotingsuitvoering die bijlage 1 vormen van dit besluit voorgesteld worden volgens diezelfde normen en zonder de kolommen 2, 3, 5 en 6 in te vullen. Daarenboven kunnen de resultaatrekening van bijlage 2 en de balans van bijlage 3 leeg blijven. Dit overgangsregime zal kunnen blijven duren zolang de dubbele boekingswijze niet van toepassing zal zijn voor de begroting en de rekeningen van de dienst met afzonderlijk beheer.

Art. 21. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2008.

Art. 22. De Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 september 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Vice-Présidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 3887

[C - 2008/29545]

18 SEPTEMBRE 2008. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application pour l'année scolaire 2008-2009 des articles 21bis et 21ter du décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, notamment l'article 21bis inséré par le décret du 15 octobre 1991 et l'article 21ter, inséré par le décret du 15 octobre 1991 et modifié par le décret du 17 décembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 août 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 septembre 2008;

Considérant que les articles 21bis et 21ter dudit décret prévoient qu'un arrêté de l'Exécutif attribue annuellement le nombre de périodes accordées indépendamment du nombre global de périodes-professeur à l'ensemble des établissements d'enseignement secondaire, opère la répartition de ces périodes et détermine le nombre identique de périodes dévolu à chaque établissement;

Sur proposition du Ministre en charge de l'enseignement obligatoire;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année scolaire 2008-2009, en application des articles 21bis et 21ter du décret du 02 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, le nombre de périodes attribuées à concurrence de 9.274.334 €, indépendamment du nombre global de périodes-professeur, à l'ensemble des établissements secondaires organisés ou subventionnés par la Communauté française, est fixé à 5 542.